

Sujet : groupe de travail macrodéchets
De : "BOISSERY Pierre" <Pierre.BOISSERY@eurmc.fr>
Date : Sun, 25 Jan 2009 14:53:21 +0100
Pour : <c.nithart@robindesbois.org>

Madame,

L'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée & Corse n'a pas pu assister aux premières réunions du groupe de travail que vous animez sur les macrodéchets. Je tenais tout en excusant cette absence vous confirmer notre intérêt pour ces travaux. Je tenais cependant à vous faire part des remarques suivantes :

La question des macrodéchets a été appréhendée pour la première fois à l'Agence au milieu des années 1990 au travers de la démarche de mise en oeuvre du Réseau Littoral Méditerranéen.

L'objectif initial était :

- d'élaborer un indice macrodéchets des fonds côtiers, à l'image des autres indices nous permettant d'apprécier l'état du milieu (posidonie, benthos,...)
- mettre en oeuvre un réseau de surveillance se basant sur cet outil afin d'appliquer les principes (i) de caractériser l'état, (ii) de connaître et d'informer et (iii) de décider d'actions de restauration.

A notre grand regret, les travaux engagés à cette époque avec la communauté scientifique et l'Ifremer n'a pas permis d'aboutir à un outil opérationnel.

Plusieurs années après, en collaboration avec le conseil général des Bouches du Rhône, nous avons engagé une étude d'état des lieux du littoral de ce département et une nouvelle fois d'élaboration d'un indice de caractérisation. Cette étude confiée à un groupement associant aussi l'Ifremer a permis de faire un état zéro et d'identifier des actions pour appréhender cette problématique. On peut dire que ces résultats portant sur l'ensemble de ce littoral a permis de relativiser la question des macrodéchets. Je vous invite à en prendre connaissance. Le CEDRE a aussi réalisé un travail spécifique sur les macrodéchets pour les agences de l'Eau.

Nous soutenons actuellement une démarche auprès de l'association mer & terre. Cette démarche a pour objectif :

- de faire un état des lieux de la problématique en Méditerranée sur la base des informations existantes (pas d'acquisition de données sur le terrain)
- de réaliser une enquête sociale auprès de décideurs de Méditerranée pour savoir quel est le niveau d'appropriation de cette question (finalement, est-ce que cela intéresse quelqu'un ?)
- de proposer le cas échéant un outil de caractérisation des macrodéchets (indice) qui doit permettre d'apprécier les effets possibles sur le milieu et les usages mais aussi de hiérarchiser les secteurs littoraux. Le tout devant permettre le cas échéant de cibler des secteurs prioritaires,
- de créer une base de données structurées et de bâtir un réseau d'informateurs "objectifs" pour permettre le suivi dans le temps.

Cela doit permettre de mettre du contenu dans la démarche de l'ODEMA en Méditerranée.

Je tiens également à souligner que l'absence de cohérence, parfois de rigueur et de coordination du monde associatif de Méditerranée génère un contexte compétitif peu propice à l'appropriation de la problématique par les décideurs publics ou privés. L'émergence d'un certain nombre de règles ou de principes (sur le plan technique et sur la communication/ sensibilisation) de portée nationale permettrait sans doute de gagner en pertinence, en cohérence et en appropriation.

Bien cordialement

Pierre BOISSERY
Expert Eaux côtières et littoral méditerranéen